

SAINT-GAUDENS N'EST PAS SOUS PERFUSION

Depuis plusieurs semaines, le Gouvernement brandit « plus de 100 M€ d'argent public depuis 2020 » pour présenter Fibre Excellence comme une entreprise durablement assistée. **Mais ce chiffre est faux, St Gaudens n'a bénéficié d'aucun soutien spécifique et cela ne dit rien de la performance économique de l'usine de Saint-Gaudens.**

2,3 Md€

De chiffre d'affaires cumulé à Saint-Gaudens sur 2011-2025

139 M€

d'excédent brut d'exploitation hors CO₂ sur 2011-2025

135 M€

d'EBITDA généré sur les seules années 2021-2024

22 M€

de dividendes remontés à la holding entre 2021 et 2024

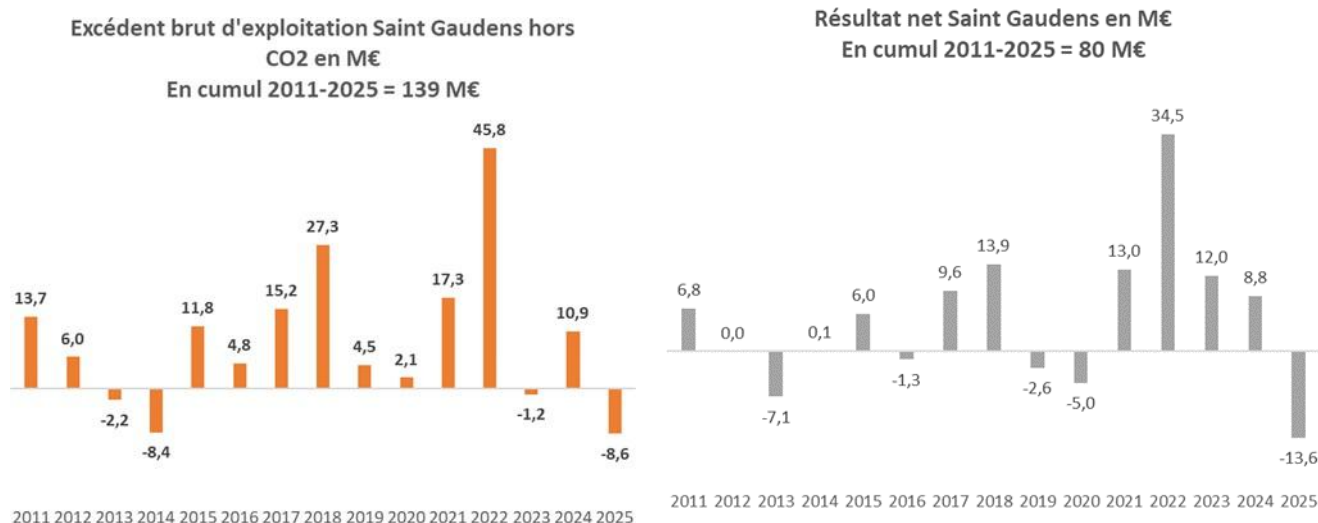
UNE USINE « SOUS PERFUSION » NE FAIT PAS CELA.

Entre 2021 et 2024, Saint-Gaudens a généré environ **135 M€ d'EBITDA**, tout en investissant **plus de 50 M€ dans son outil industriel**, en se désendettant fortement et en remontant **22 M€ de dividendes au Groupe**. Fin 2024, l'usine disposait encore de **22,2 M€ de trésorerie pour 8 M€ de dette financière**, soit environ **14 M€ de trésorerie nette**.

Sur la même période, Saint-Gaudens a également payé **20,4 M€ d'impôt sur les sociétés à la holding** mais grâce à l'intégration fiscale du Groupe (mesure d'optimisation fiscale). Une grande partie de l'avantage fiscal lié à cette intégration est restée en cash au niveau de la holding.

Le problème de Saint-Gaudens n'est pas quinze ans de pertes.

C'est un choc de marché après des années où l'usine a créé de la valeur... et en a fait remonter une part importante au Groupe.



Sur les 15 dernières années l'exploitation a dégagé hors quotas CO₂ (Environ 8 millions par an de revenus additionnels) 139 M€ soit 6% du chiffre d'affaires et le résultat net cumulé, c'est-à-dire le résultat après avoir tout payé est de 80 M€ soit 3,4 % du chiffre d'affaires.

Nous ne pensons pas que ces chiffres démontrent une performance économique dégradée, au contraire c'est la démonstration d'une usine résiliente.

Oui, la pâte à papier est une industrie cyclique : certaines années sont difficiles, d'autres très profitables. **L'histoire de Saint-Gaudens démontre justement sa capacité à traverser ces cycles et à rester rentable sur longue période.**

ALORS POURQUOI LA CRISE AUJOURD'HUI ?

Parce que le retournement brutal du marché en 2025 et 2026 intervient après une période où Saint-Gaudens a investi, remboursé sa dette et surtout transféré une partie de sa trésorerie au Groupe. **Sans les dividendes payés, notre réserve de trésorerie aurait été de l'ordre de 45 M€ fin 2024, nous donnant un matelas bien supérieur pour absorber le choc.**

Saint-Gaudens ne demande pas à l'État de compenser quinze ans de pertes. Nous demandons pour la première fois un soutien spécifique afin d'obtenir du temps et un financement transitoire pour franchir une crise exceptionnelle.

LE CHOIX DE L'ÉTAT EST DÉSORMAIS TRÈS CONCRET

15 M€

demandés à l'État

pour boucler le financement du redémarrage

OU

LE CHOIX

≈ 50 M€

coût estimé d'une liquidation

chômage + dépollution, selon la Région
Occitanie

Refuser aujourd'hui un soutien transitoire ne serait pas une économie pour les finances publiques. Ce serait prendre le risque de dépenser davantage pour fermer une usine que pour lui permettre de redémarrer.

La fin De Saint Gaudens, c'est priver l'ensemble de la chaîne de valeur (filière bois, salariés, territoire...) de plus de 2,3 milliards de revenus pour les 15 prochaines années.

Et au-delà des chiffres, Saint-Gaudens est désormais le **dernier producteur français de pâte à papier non intégré**. Sa disparition affaiblirait la filière forêt-bois, détruirait un savoir-faire industriel et augmenterait durablement notre dépendance aux importations.

**LA CGT NE DEMANDE PAS UNE PERFUSION.
ELLE DEMANDE UN PONT POUR FRANCHIR LA CRISE.**

L'État doit choisir : investir dans l'avenir de Saint-Gaudens ou financer sa disparition.

Laisser disparaître Saint-Gaudens alors que cette entreprise démontre historiquement sa résilience serait criminel et constituerait une faute industrielle irréversible. Il serait dommage que seule la Région Occitanie en ait conscience.

Le projet de reprise est bien réel. Des industriels, y compris des papetiers, ont manifesté leur intérêt pour notre site. Mais pour transformer ces intérêts en une reprise solide et durable, il faut une chose essentielle : du temps. Ce temps, l'État refuse aujourd'hui de nous le donner, alors même qu'il sait que notre usine est viable et que les chiffres parlent d'eux-mêmes. En laissant disparaître Saint-Gaudens, la France ferait le choix d'importer davantage de pâte à papier produite à l'étranger et d'accroître sa dépendance. La crise du Covid nous a pourtant montré les risques d'une telle dépendance : à cette époque, il nous avait été demandé de continuer à produire parce que notre activité était considérée comme essentielle à l'intérêt national. Ce qui était stratégique hier ne peut pas devenir sacrificiable aujourd'hui.